



STELLANTIS CTCY

Lundi 23 septembre 2024

Beaucoup de bruit à Matignon... mais l'inspiration est en Martinique !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions

de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations. Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1^{er} octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant : prends contact avec nos militants.

<https://npa-revolutionnaires.org/>

La grève : le seul dialogue que comprend la direction

Sur l'usine de Poissy, deux débrayages se sont déroulés début septembre regroupant 70 puis 40 ouvriers. Les collègues ont dénoncé les postes surchargés et aussi exiger l'arrêt des mutations forcées. La direction s'est empressée d'annoncer des renforts sur les lignes de production. C'est loin du compte mais c'est déjà une première victoire qui fait du bien au moral face aux attaques à répétition du patron.

Stellantis a bien d'autres priorités

Stellantis a été condamné à verser plus de 106 768 € de dédommagement par le Tribunal de Douai à un ancien intérimaire. À Stellantis Valenciennes, en août 2018, à 21 ans, il avait été grièvement blessé : un transpalette électrique reconnu « pas aux normes » a fait chuter des caisses de pièces de plus d'une tonne sur lui, il a dû subir 4 interventions chirurgicales. Des salariés avaient alerté la direction sur la sécurité des installations... mais la direction n'en avait pas tenu compte, trop occupé à calculer ses profits.

Ceux de Valeo ne comptent pas se laisser faire !

Mardi 17 septembre un rassemblement de près de 200 salariés du sous-traitant Valeo et leurs soutiens a eu lieu devant le siège parisien du groupe. La direction veut fermer 3 sites (en Sarthe, Isère et Yvelines) et supprimer 1 050 emplois. Valeo a fait 221 millions de profits en 2023, un chiffre d'affaires de 22 milliards, en progression de 10 % en 1 an, donc a les moyens de garder tout le monde.

Ceux d'Isère réclament 150 000 à 200 000 € d'indemnités. Les Valeo sont déterminés à ne pas se laisser faire et à faire parler d'eux. Et la meilleure manière de le faire c'est de ne pas rester isolé et de s'allier à d'autres travailleurs qui ont ou vont subir les mêmes menaces, c'est-à-dire tout le secteur automobile.

« Valeo – MA France : Tous ensemble ! »

À ce rassemblement il y avait des délégations d'au moins 10 sites Valeo, ainsi que des sites de Stellantis Poissy, Renault Lardy, Bosch Saint-Ouen, La Poste, des ex-Goodyear... Et la présence remarquée d'une délégation d'ouvriers de MA France (Aulnay) invités par les Valeo du site de Saint-Quentin-Fallavier (Isère). Quelques jours plus tôt, ils s'étaient contactés. Le message de soutien des MA France était clair et sincère : « Valeo – MA France : même combat ! » Les deux ont pour principal donneur d'ordre Stellantis.

Le rendez-vous a été donné à tous de se retrouver avec les travailleurs menacés, pour manifester au Salon de l'Auto le 17 octobre. Afin que plus un seul Valeo ou MA France ne se retrouve seul face aux licenciements.

La liste s'allonge... la colère aussi

En début de semaine dernière, les dirigeants de Novares ont annoncé leur intention de fermer l'usine d'injection plastique pour l'automobile d'Ostwald près de Strasbourg, mettant 126 salariés au chômage.

La semaine précédente, 200 salariés du centre technique de Renault-Alpine de Viry-Châtillon (91) manifestaient à Boulogne-Billancourt avec leurs soutiens contre les menaces concernant les 350 emplois de leur site dédié au moteur de Formule 1 depuis 50 ans.

Que ce soit en France ou l'étranger, que cela concerne les ouvriers ou les techniciens et ingénieurs, les patrons de l'automobile accélèrent les destructions d'emplois avec l'aide des gouvernements.

Crise automobile ? Pas pour les patrons milliardaires

Audi veut fermer en 2025 son usine d'assemblage d'automobile de Bruxelles qui emploie 3 000 salariés. En réponse, les salariés ont confisqué pendant plusieurs jours 200 clés de voitures (des Audi Q4 e-tron à 100 000 €) et organisé un campement et une grande manifestation lundi 16 septembre de 10 000 personnes pour la sauvegarde des emplois.

Audi appartient à Volkswagen, qui a fait 17,9 milliards de profit en 2023 et a, elle aussi, de quoi maintenir tous les emplois.

Kanaky : deux hommes tués par les forces de l'ordre

Deux militants indépendantistes ont été tués au cours d'une opération policière. Voilà plusieurs semaines que les forces de répression mènent des opérations au sud de Nouméa pour tenter d'interpeller onze personnes qu'elles accusent d'être les auteurs de tirs sur les forces de l'ordre. Ces deux nouveaux meurtres ont donné lieu à une manifestation spontanée de la population qui a été dispersée à l'aide de gaz lacrymogènes. Depuis le 13 mai, et le début de la mobilisation indépendantiste contre la réforme du corps électoral au détriment des Kanak, treize personnes ont été tuées, dont deux gendarmes. Le couvre-feu, instauré depuis lors, reste en vigueur de 22 à 5 heures et va même être renforcé. La répression continue, avec son cortège de victimes.

Aurore Bergé copine avec les crèches privées

Dans son livre *Les Ogres*, le journaliste Victor Castanet accuse l'ancienne ministre de la Famille, la macroniste Aurore Bergé, d'avoir conclu un accord confidentiel avec le secteur des crèches privées pour étouffer dans l'œuf le scandale. Cette dernière avait démenti tout lien. Mais des documents montrent qu'elle était très liée depuis longtemps avec Elsa Hervy, déléguée générale de la Fédération française des entreprises de crèches à but lucratif, qu'elle appelait « ma copine » dans ses tweets et avec qui elle avait milité dans l'UMP de Chirac et Sarkozy.